

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 06/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay

Parc d'activités de Conneuil
Rue Gaspard Monge
37270 Montlouis-Sur-Loire

Références : VAT20250099
Code AIOT : 0010004012

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2025 dans l'établissement SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay implanté Le Bois du Signal route de Château la Vallière 37360 Sonzay. L'inspection a été annoncée le 24/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay
- Le Bois du Signal route de Château la Vallière 37360 Sonzay
- Code AIOT : 0010004012
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ISDND de capacité 150 000 tonnes par an.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rapport annuel de caractérisation	Code de l'environnement du 03/03/2025, article R. 541-48-3-IV	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
16	Lixiviats - Relevé	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 3.1.4	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacités de stockage	AP Complémentaire du 16/11/2021, article 2	Sans objet
2	Origine géographique des déchets	AP Complémentaire du 16/11/2021, article 2	Sans objet
3	Admission des déchets - FIPA	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I	Sans objet
4	Admission des déchets - Pesée	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I	Sans objet
6	Admission des déchets - Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I	Sans objet
7	Admission des déchets - Contrôle radioactivité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I	Sans objet
8	Admission des déchets - Contrôle cohérence	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.III	Sans objet
9	Admission des déchets - Refus	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 2.1.3.5.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Contrôle par vidéo - Enregistrement	Code de l'environnement du 03/03/2025, article D.541-48-1. II	Sans objet
11	Contrôle par vidéo - Indisponibilité	Code de l'environnement du 03/03/2025, article D.541-48-1. IV	Sans objet
12	Contrôle par vidéo - Journal	Code de l'environnement du 03/03/2025, article D.541-48-1. IV	Sans objet
13	Contrôle par vidéo - Conservation des données	Code de l'environnement du 03/03/2025, article D.541-48-1.II	Sans objet
14	Traçabilité	Code de l'environnement du 03/03/2025, article R.541-45.I	Sans objet
15	Lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacités de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/11/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité maximale admissible
Prescription contrôlée : La capacité annuelle maximale de déchets enfouis sur le site est de 150 000 tonnes.
Constats : En 2024, 95 133 tonnes de déchets ont été réceptionnées sur le site, soit une quantité inférieure à la quantité fixée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2021. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Origine géographique des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/11/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Origine géographique
Prescription contrôlée : [...] Les quantités de déchets des départements limitrophes de l'Indre-et-Loire (Sarthe, Maine-et-

Loir, Vienne, Loir-et-Cher et Indre) admises seront limitées : pour l'année 2024 : au maximum à 15 000 tonnes de déchets industriels non dangereux non valorisables ou non recyclables.
Constats : En 2024, 210 tonnes de déchets provenant du Loir-et-Cher, 22 tonnes de déchets provenant du Maine-et-Loire et 7760 tonnes provenant de la Sarthe ont été réceptionnées sur le site, soit une quantité globale de 7992 tonnes, soit une quantité inférieure à la quantité fixée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2021. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Admission des déchets - FIPA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle présence FIPA
Prescription contrôlée : Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 28 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 29 en cours de validité.
Constats : Pour les trois déchargements contrôlés (ordures ménagères - transit La Riche, ordures ménagères Communauté de Communes Gâtine-Racan et refus de tri SUEZ Angers), présence d'une fiche d'information préalable à l'admission conforme à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Admission des déchets - Pesée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I
Thème(s) : Risques chroniques, Pesée
Prescription contrôlée : Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant réalise une pesée.
Constats : Les trois déchargements contrôlés ont fait l'objet d'une pesée. Un bon de pesée a été émis pour chaque déchargement. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rapport annuel de caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2025, article R. 541-48-3-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 28/05/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports annuels de caractérisation pour les deux déchargements d'ordures ménagères. Il dispose des rapports annuels de caractérisation pour les autres types de déchets admis sur son site.</p> <p>Absence des rapports annuels de caractérisation pour les déchargements d'ordures ménagères.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Admission des déchets - Contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle visuel
Prescription contrôlée : Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site.
Constats : Les trois déchargements contrôlés ont fait l'objet d'un contrôle visuel. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Admission des déchets - Contrôle radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de non-radioactivité
Prescription contrôlée : Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant réalise un contrôle de non-radioactivité du chargement.
Constats : Les trois déchargements contrôlés ont fait chacun l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Admission des déchets - Contrôle cohérence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle cohérence FIPA avec contrôle visuel et bon de pesée
Prescription contrôlée : En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département dans lequel est située l'installation de traitement.

Constats : Pour les trois déchargements contrôlés, il n'a pas été constaté d'incohérence entre la fiche d'information préalable à l'admission, le bon de pesée et le contrôle visuel. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Admission des déchets - Refus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 2.1.3.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de refus d'admission
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre de refus d'admission où il consigne pour chaque véhicule concerné par un refus : <ul style="list-style-type: none"> - le tonnage et la nature des déchets - le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la collectivité de collecte - la date et l'heure de la réception - l'identité du transporteur - le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et, le cas échéant, contrôle des documents d'accompagnement des déchets) - la date de délivrance de la notification du refus et le motif du refus.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter le registre de refus d'admission des déchets. En 2024, cinq chargements ont été refusés à l'entrée du site : présentation d'un chargement sans fiche d'information préalable à l'admission et présentation de quatre chargements dont la fiche d'information préalable à l'admission était échue. Le registre contient l'ensemble des items listés à l'article 2.1.3.5 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2007. L'exploitant a précisé qu'une quarantaine de déchets non autorisés sur le site dont une majorité de déchets recyclables avait été repérés lors du vidage des déchargements. Ces déchets ont été rechargés dans les véhicules et une fiche d'anomalie a été transmise à chaque producteur du déchet. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôle par vidéo - Enregistrement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2025, article D.541-48-1. II
Thème(s) : Risques chroniques, Enregistrement
Prescription contrôlée : Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre les images des opérations de déchargement de

manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : Pour les trois déchargements contrôlés, le dispositif de contrôle par vidéo a enregistré les images des opérations de déchargement, le contenu de ce qui est déchargé ainsi que la plaque d'immatriculation de chaque véhicule. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôle par vidéo - Indisponibilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2025, article D.541-48-1. IV
Thème(s) : Risques chroniques, Durée d'indisponibilité
Prescription contrôlée : Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.
Constats : En 2024, le dispositif de contrôle par vidéo a fait l'objet d'une quinzaine de jours d'indisponibilités, aucune indisponibilité n'a excédé cinq jours consécutifs. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrôle par vidéo - Journal

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2025, article D.541-48-1. IV
Thème(s) : Risques chroniques, Journal
Prescription contrôlée : Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter le journal au titre de l'année 2024 recensant les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôle par vidéo - Conservation des données

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2025, article D.541-48-1.II
Thème(s) : Risques chroniques, Conservation des données

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces données sont conservées pendant un an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de justifier de la conservation des données pendant un an, soit du 2 mars 2024 au 3 mars 2025.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Traçabilité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2025, article R.541-45.I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Trackdéchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, consultation de deux bordereaux électroniques relatifs à du charbon actif saturé et à un mélange d'eau, d'huile et de liquide refroidissement dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Les deux bordereaux électroniques ont été complétés pour l'ensemble des items et par l'ensemble des intervenants.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Lixiviats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur de lixiviats dans les puits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de mesurer la hauteur des lixiviats contenus dans les puits 43.c et 45.a. Pour ces deux puits, il a été constaté l'absence de</p>

lixiviats. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Lixiviats - Relevé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant mettra en place un suivi de la charge hydraulique dont le bilan sera transmis annuellement à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté le relevé de la hauteur de lixiviats dans l'ensemble des puits de son site établi le 31 janvier 2025. Sur les 38 puits, 22 puits présentent une hauteur de lixiviats conforme à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié. Pour les autres puits, la hauteur de lixiviats mesurée est très au-dessus de la hauteur fixée à l'article 11 précité. L'exploitant avait déjà constaté une augmentation de la hauteur de lixiviats dans certains puits. En décembre 2024, il avait adressé un porter à connaissance au préfet d'Indre-et-Loire lui précisant que le volume autorisé pour les lixiviats traités (soit 42 000 m ³ par an) et rejetés au milieu naturel allait être dépassé. L'exploitant précisait que les fortes précipitations de 2024 et sur de longues périodes avaient notablement augmenté la quantité de lixiviats à traiter par son installation. De ce fait, l'exploitant indiquait que pour l'année 2024, le volume de lixiviats à traiter serait de 46 500 m ³ . Par courrier du 3 février 2025, monsieur le préfet d'Indre-et-Loire a acté cette augmentation du volume de lixiviats à traiter. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'en janvier 2025, 3612 m ³ de lixiviats et en février 2025, 3578 m ³ de lixiviats avaient été traités sur son installation. La hauteur des lixiviats dans certains puits est très supérieure à la hauteur de lixiviats fixée à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. L'exploitant transmettra hebdomadairement la hauteur de lixiviats mesurée dans l'ensemble des puits et mensuellement la quantité de lixiviats traités dans son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

